

Ouvrages parus

CONSTRUIRE UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE AU COLLÈGE, ENJEUX DE LA RÉFORME ET MODALITÉS CONCRÈTES

Mikaëla Cordonnier et Catherine Fauche, Canopé éditions, 2018, 150 p.



À la rentrée 2016, dans la douleur, et un peu au pas de course, les établissements mettaient en œuvre la réforme du collège. Dès la rentrée 2017, son caractère prescriptif était assoupli. On parle souvent des réformes au moment où il s'agit de les lancer, quand elles enthousiasment les uns, quand elles inquiètent les autres. Mais les processus éducatifs sont lents, complexes, progressifs. Le changement reste un perpétuel devenir, et loin de la mise en scène des volontarismes politiques, il advient comme se forment les concrétions rocheuses : au fil du temps.

Il peut donc être intéressant désormais que les tensions et incompréhensions qui ont accompagné cette réforme ont disparu de faire le point sur le travail qui a été mené au collège. C'est ainsi que cet ouvrage reprend la question sous l'angle de la politique éducative.

C'est surtout la partie intitulée « l'engagement de la direction dans la conduite du changement » qui a attiré notre attention. On n'y trouvera pas nécessairement de conseils ou de guide tout prêt à l'emploi pour mener dans un établissement une telle réforme. Cependant, dans la littérature scolaire, rares sont les écrits (en dehors des ouvrages spécialisés, prépa concours, métier perdre) qui décrivent les pratiques professionnelles des personnels de direction. Ainsi, la modeste phénoménologie du métier qu'esquisse cet article présente surtout le mérite d'être replacé dans le cadre plus global d'une réflexion sur la mise en œuvre d'une réforme qui a profondément tendu les relations professionnelles au sein des établissements scolaires. Et si la réforme du collège est appelée à faire date, c'est peut-être moins pour ce qu'elle change pour les élèves que ce qu'elle engage en terme de réflexion sur la politique pédagogique d'un établissement. C'est ce que confirme la partie de ce dossier consacrée aux instances de concertations et de pilotage. À l'heure où d'autres réformes d'envergures doivent être menées (lycée général, lycée professionnel, promesses d'autonomie) prendre un recul réflexif sur la réforme du collège peut se présenter comme un exercice plus qu'utile.

POUR UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE ÉQUITABLE

Maryse Adam-Maillet, Aziz Jellab, Berger-Levrault, 2017, 253 p.



On connaît bien, à l'échelle macrosociologique, les effets différenciateurs de notre système éducatif, et nombreux sont les discours qui en appellent de façon abstraite à plus de justice scolaire. Tout l'intérêt de cet ouvrage réside dans l'examen qu'il propose de la notion d'équité replacée dans le contexte précis de l'EPL. Car, en plus de reprendre abondamment, et de façon très claire, les résultats les plus probants de ces dernières années en sciences de l'éducation, l'ouvrage propose une approche intéressante pour mettre en œuvre « un établissement scolaire équitable ». Ainsi, de précieux développements exposent l'importance d'une « politique linguistique » consciente et concernant tous les acteurs de l'EPL (personnels, parents, élèves).

Les champs de spécialisation des deux auteurs (élèves allophones et lycée professionnel, entre autres) leur permettent d'ancrer leurs réflexions dans une expérience concrète des espaces de rélegation scolaire. Et alors que l'on pourrait s'attendre à un énième bréviaire de déplorations et de constats accablants, tout l'ouvrage déroule la promesse de la formulation positive de son titre. Ainsi, à l'approche culpabilisatrice des défaillances de notre système éducatif, les deux auteurs substituent une approche constructive qui met en lumière les leviers dont peut disposer un établissement. Le dernier chapitre rassemble quelques outils d'autodiagnostic et de positionnement pour mettre en place une politique linguistique équitable dans l'EPL. Au-delà de ce chapitre, c'est bien l'ensemble de la réflexion qui se présente comme un précieux outil de construction d'un projet d'établissement.

ADMINISTRATION ET ÉDUCATION, POLITIQUE(S) DE L'ÉDUCATION : DES IDÉOLOGIES AU PRAGMATISME ?

AFAE, 3^e trimestre 2018, 141 pages.



On n'imagine peut-être pas à quel point cette question apparemment anodine emporte avec elle toute une philosophie politique que de nombreux événements nationaux et internationaux bouleversent et mettent à mal. Dit autrement, se demander si l'école relève du politique ou du technique, c'est aussi interroger en profondeur le pacte social qui la fonde et qu'elle est supposée faire vivre. Dans le cas français, il s'agirait de se demander ce qu'il peut advenir d'un système éducatif fondé selon une politique de l'État-Nation républicain, à l'heure où ce modèle doit se repenser non seulement dans le cadre de la mondialisation, mais également à l'aune d'un autre projet politique (que ses détracteurs dénoncent comme concurrentiel ou en contradiction avec le premier) : la construction européenne. Vertigineux.

Dans son introduction de la problématique, Alain Boissinot souligne la discordance entre le temps long du travail des politiques éducatives et le temps accéléré de la vie politique (un élève entrant en 6^e connaîtra avant son bac une bonne demi-douzaine de ministres, et peut-être encore davantage de réformes). Dès lors, se dissocient les deux dimensions de l'action éducative : avec une dimension politique lointaine, incertaine, aléatoire et une dimension plus pérenne, plus pragmatique, le terrain. C'est donc la diffraction du processus de décision, qui se ramifie, se complexifie, donne au changement ses aspects insaisissables et rhizomatiques.

Proposant une autre approche de la question, Xavier Pons esquisse un tableau qui opposerait une gouvernance chaude de l'éducation à une gouvernance froide. Du côté de la politique à froid : les fonctionnaires et les grands corps de l'état qui mettent en œuvre la politique publique d'éducation dans la durée. Plus à chaud, le fonctionnement du politique investi de façon démocratique. Là où le premier se pose la question de la gouvernance éducative, le second cède régulièrement sous la pression du populisme démocratique. Très judicieusement, Xavier Pons illustre son propos par l'exemple des mesures prises contre l'absentéisme scolaire.

En bref, encore un dossier de qualité proposé par l'AFAE. Les ouvertures sur le champ européen, comme souvent pour cette revue, alimentent utilement le débat avec l'exemple allemand ou revenant sur ces moments fondateurs pour une réflexion européenne sur les systèmes éducatifs qu'ont été la déclaration de la Sorbonne et le processus de Bologne en 1998 et 1999.